

Tartagueule

à la récré



N° 131 novembre 2018 Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT- PTT

#pasdevague

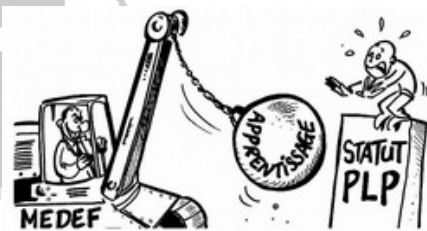
Ne nous trompons pas de colère !

Suite à l'incident dans un lycée de Créteil où une enseignante a été filmée par des élèves la braquant avec une arme à feu, un hashtag #pasdevague a été lancé sur Twitter et relayé sur les réseaux sociaux afin d'interpeller sur les réalités du vécu des personnels de l'Éducation nationale et réclamer des mesures. Si cette initiative révèle un réel malaise des personnels, de nombreuses violences subies et une institution défaillante sur bien des points elle présente aussi la dérive de servir de « fourre-tout », de défouloir émotionnel et d'appel aux relents sécuritaires.

Bien souvent, les constats faits et les réponses réclamées ne prennent pas en compte de manière globale et sociétale l'urgence sociale et la détresse des personnels, des élèves et de leurs familles. Quelque soit la taille du portique de sécurité réclamé, les problèmes de logement, de papiers, de fins de mois à boucler sont toujours là. On ne les laisse pas à l'extérieur, un enfant, un travailleur sont entiers. Les inégalités sociales génératrices de misère et de violences sociales doivent être combattues en même temps et par tous. C'est de réponses collectives dont nous avons besoin. Que ce soit celles que nous pouvons apporter ensemble et de manière solidaire sur le terrain ou celles pour lesquelles nous devons lutter, pour la défense d'un service public d'éducation de qualité. Et non pas de réponses sécuritaires, d'établissements sanctuarisés et grillagés ou de gendarmes à l'école. Les élèves ont besoin de personnels à leur écoute, or depuis 2 ans, il y a eu la fin des contrats aidés, ceux-ci avaient des taches auprès d'élèves en situation de handicap, des taches de vie scolaire, des taches auprès des directeur-trice-s d'école ce qui leur permettait de pouvoir mieux prendre en charge toutes les situations des élèves. A cela s'ajoute, les diminutions des personnels de surveillance dans

les établissements scolaires, ainsi depuis 1 an et demi ce sont des dizaines de milliers de personnes qui ne sont plus auprès des élèves.

Placer le débat de l'état du système scolaire sur le terrain du sécuritaire, c'est masquer les choses et cacher les vrais enjeux qui sont ceux de la casse du service public d'éducation. Une démolition programmée mise en oeuvre par exemple par la suppression du nombre de postes des fonctionnaires, la baisse des moyens, le démantèlement des REP ou la réforme du lycée, général et professionnel.



L'essentiel n'est pas de voter, mais de lutter !

Dans l'éducation nationale et la fonction publique en générale c'est la période des élections professionnelles. L'activité des syndicats est débordante et ils nous bombardent de prospectus publicitaires et encore plus de mails sur nos boîtes académiques pour nous convaincre de leur donner notre bulletin de vote... Une activité frénétique qui tranche avec la réalité et l'action quotidienne, au point même de se demander si la grève du 12 novembre n'était pas avant tout une grève électorale même si de nombreux collègues en ont profité pour exprimer un réel malaise et de légitimes revendications. Pourtant c'est tous les jours que la besogne syndicale est nécessaire, c'est au quotidien qu'il faut lutter contre les mauvais coups qui continuent de pleuvoir : le management autoritaire et les pressions hiérarchiques, les obligations administratives, les contrats précaires, la chasse aux élèves étrangers, l'épuisement au travail des personnels et des enfants ou encore les inégalités scolaires et sociales qui progressent. Quel est l'intérêt de siéger dans les instances pour servir de « caution sociale » à ceux qui organisent le massacre ?/.



...La défense des travailleuses et des travailleurs se fait directement sur le terrain et au quotidien. Nous devons réaffirmer notre capacité à nous auto-gérer entre travailleuses et travailleurs et arrêter de systématiquement déléguer. Nous refusons aussi la division des personnels :

agents de service, enseignants et bien sûr AVS, AESH et animatrices-animateurs qui sont emblématiques de la précarité et du travail sous payé. Nous sommes toutes et tous acteurs du système d'éducation et c'est ensemble que nous devons nous défendre et construire une autre école.

Partout où ils sont présent-e-s, les travailleuses et les travailleurs de l'éducation de la CNT qu'ils soient professeurs du 1er ou second degré, animateurs/trices, AESH, AED, AVS, ATSEM et ATOSS ou encore étudiant-e-s, sont investi-e-s dans les combats sociaux pour faire reculer les inégalités, la précarité, la division des personnels, l'autoritarisme de la hiérarchie, la politique migratoire qui discrimine nos élèves sans-papiers et le fichage des enfants.

Plus que notre carrière, ce que nous voulons faire évoluer, ce sont des rapports sociaux émancipateurs et les pédagogies qui les défendent.

La CNT veut une autre société et pas aménager cette société, mais fonder ici et maintenant autre chose, en améliorant notre quotidien tout en préparant un autre futur.

Communiqué de l'AG des enseignants du Tonkin

Nous, enseignants des écoles de Louis Armand, de Lakanal et du collège du Tonkin à Villeurbanne, nous sommes réunis ce lundi 12 novembre en AG. Nous constatons une dégradation des conditions de travail :

- Des classes de sixième surchargées, à plus de 28, avec des élèves qui demandent bien souvent un accompagnement
 - Des élèves porteur de Handicaps en classe ordinaire sans AVS ni accompagnement, par manque de places en ULIS
 - Des AVS en nombre non suffisant pour l'encadrement des élèves en situation de handicap intégrés dans les classes,
 - Des postes d'enseignants spécialisés non complétés et insuffisants,
 - Un pôle santé quasi inexistant (complètement inexistant à Lakanal, une infirmière scolaire 2 jours et demi par semaine pour 450 élèves (GS + élémentaires) à Louis Armand, une infirmière, une assistante sociale et une conseillère d'orientation psychologue à mi-temps au collège du Tonkin)
 - Du trafic de drogue devant les établissements
 - Une fuite des familles vers le privé (35% des CM2 l'an passé)
- Comment faire plus avec toujours moins ?

Nous nous inquiétons pour nos élèves. Le quartier du Tonkin est un quartier mixte et populaire, ce qui fait sa richesse. Mais pour que chacun et chacune aient accès à un parcours scolaire et culturel correct, il faut que les services publics mettent les moyens. Nous lançons une alerte. Si nous ne sommes pas entendus, nous ne baisserons pas les bras pour autant !

En REP +, 24 élèves pas plus !

4 jours de grève au collège Henri Barbusse (Vaulx-en-Velin)

Mardi 6 novembre, les personnels du collège Henri Barbusse se sont mis massivement en grève (3 jours à plus de 97%) pendant 4 jours afin de faire respecter un nombre maximum de 24 élèves dans les classes en éducation prioritaire.

Ce chiffre est celui qui était convenu par l'IA il y a une petite dizaine d'années, ce chiffre est celui issu des assises de l'éducation prioritaire en 2014, ce chiffre est celui appliqué dans d'autres académies. Ce chiffre correspond aussi à une réalité, celle de la taille des classes de sciences, celle de la taille de certaines salles, celle où si on veut envisager de travailler différemment, notamment en îlots, le chiffre de 24 correspond à 6 groupes de 4 élèves.

Les services de l'inspection académique se sont couverts de honte, tout au long de la semaine, ils ont sombré dans le mensonge et l'indécence. Ils ont tout au long de la semaine refusé de déplacer un élève dans un établissement proche alors que dans celui-ci il y avait 10 élèves de moins que dans notre collège (92 contre 102) pour le même nombre de divisions, avec l'argument qu'il n'y avait pas LV2 arabe dans cet établissement. Or les personnels ont appris que ce collège, ouvert il y a 14 mois, avait été créé avec la LV2 arabe et qu'il y avait un groupe de 4 élèves en classe de 4ème qui pratiquaient cette langue.

Les personnels ont mis en place une pétition : <https://www.change.org/p/barbusse-en-rep-24-eleves-pas-plus>

Les personnels du collège Henri Barbusse ont toujours revendiqué 24 élèves par classe pour l'ensemble des établissements classés REP+, et ont toujours demandé un équilibre entre les établissements afin qu'aucune classe ne dépasse cette limite.

Afin que la limitation des effectifs puisse être défendu dans tous les établissements REP+, les personnels ont décidé de prendre contact avec tous les collèges classés REP+ afin d'échanger et de demander collectivement un seuil commun à tous. Pour cela, vous pouvez envoyer un mail à : barbusseenlutte@gmail.com

Les personnels du collège Henri Barbusse Avec le soutien des sections syndicales SNES, CNT et SUD du collège.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanents et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

